



SEANCE PLENIERE DU
CONSEIL REGIONAL
LE 13 DECEMBRE 2004

Intervention de Véronique Bérégovoy - Groupe des élus Verts Débat de politique générale

L'année qui vient de s'écouler nous a apporté la triste confirmation que le gouvernement actuel n'était pas un partenaire fiable sur lequel nous pourrions nous appuyer pour construire un projet régional durable.

Le maître mot est désengagement.

L'Etat n'a eu de cesse :

- D'affaiblir le service public : suppression de postes, fermeture d'agences, privatisations ouvertes ou masquées ;
- De s'attaquer aux acquis sociaux en relayant le discours ultra libéral du MEDEF ;
- De prendre des positions partisans, en modifiant le texte initial de la décentralisation qui confiait aux Régions la responsabilité du développement économique, pour ne plus leur attribuer que la « coordination » après sa défaite électorale de mars ;
- De faire preuve de corporatisme, en cédant à toutes les sollicitations de certaines professions jugées « proches », alors que tant d'autres revendications légitimes demeurent non satisfaites ;
- Et enfin, d'appliquer un seul et unique remède pour parer à son incurie budgétaire : transférer aux Régions des charges, sans les recettes compensatoires, sous couvert de décentralisation. C'est l'exemple scandaleux, mais malheureusement pas unique, du projet de transfert des TOS, les techniciens ouvriers et de service, qui illustre le mépris de ce gouvernement pour les Régions et le peu de considération qu'il accorde à ses agents. Voilà une potion bien amère et les Verts veilleront à ce que les TOS puissent poursuivre leurs missions au sein du service public, avec la garantie de leur statut actuel et la pérennité de l'emploi public. C'est la revendication portée par les centaines de milliers de salariés en mai 2003 qui ont contribué à affaiblir le gouvernement et permettre la victoire de la gauche aux régionales en mars 2004.

Il ne fait aucun doute que nous sommes confrontés à un projet libéral d'une rare violence, qui privilégie l'intérêt de groupes privés au dépend de l'intérêt collectif, avec pour objectif affiché de réduire le rôle de l'Etat à la portion congrue.

Exit donc l'Etat social et ce n'est pas le discours de cohésion sociale qu'on nous assène à l'occasion du lancement médiatique du plan Borloo qui va changer les orientations de l'Etat. Soyons lucides, il ne s'agit que d'un écran de fumé visant à masquer la remise en cause des acquis sociaux.

Ce sont de tels comportements qui font vaciller la démocratie. Ils découragent les citoyens à s'impliquer d'avantage dans la participation à la vie démocratique.

A quoi bon s'investir quand l'Etat ne tient aucun compte de l'opinion publique, balaye d'un revers de la main les contre-propositions des organisations syndicales et n'hésite pas à



SEANCE PLENIERE DU CONSEIL REGIONAL LE 13 DECEMBRE 2004

ayer d'un simple trait de plume des projets de territoire qui sont le fruits d'années d'efforts et de participation citoyennes ?

Face à une attitude aussi irresponsable, il devient essentiel d'envoyer un message fort aux citoyens Haut - Normands : cette assemblée n'est pas et ne sera pas le lieu des reniements et des pratiques corporatistes. Notre action s'inscrit dans la durée, elle est tournée vers les citoyens et le territoire et nous tiendrons nos engagements pris lors des élections de mars 2004.

Il ne s'agit pas d'adopter une démarche comptable qui consisterait, une fois tous nos engagements remplis à se considérer libre de toute obligation envers les citoyens Haut - Normands. Au contraire, nous inscrivons notre démarche dans une refonte de la gouvernance basée sur les principes de respect de ces derniers, d'intégrité, d'efficacité, de transparence et de responsabilité.

C'est une vision qui privilégie le long terme à la dictature du court terme, l'intérêt collectif aux égoïsmes des intérêts privés, une démarche qui recherche l'adhésion des citoyens à la coproduction d'un projet régional pour un développement durable.

C'est cette vision qui sera mise en œuvre dans le budget sur lequel nous devons nous prononcer aujourd'hui.

Ainsi, alors que le gouvernement de droite abandonne les missions de l'Etat, les unes après les autres, les Verts eux tiendront tous leurs engagements.

Bien sûr, tous les projets ne seront pas réalisés dès 2005. Un programme se décline sur toute la durée du mandat et les projets structurants nécessitent plusieurs années avant de pouvoir rentrer en application.

Néanmoins, nous disposerons de tous les outils pour atteindre les objectifs que nous avons fixé.

Dès 2005, notre capacité d'intervention en faveur de l'environnement sera doublée et permettra d'atteindre au plus vite l'objectif du doublement du budget de l'environnement.

Je ne reviendrai pas en détail sur les treize mesures nouvelles de la politique environnement, ni sur les changements intervenus dans la politique de la ville, du patrimoine, de la coopération ou sur les actions en faveur de l'économie sociale et solidaire. Je laisse le soin à mes collègues de vous les présenter dans le détail.

Je ne m'attarderai que sur les décisions stratégiques qui ont été prises dans les premiers mois de cette nouvelle mandature. Elles illustrent la façon dont nous souhaitons mettre en œuvre nos politiques pour et avec les citoyens.

Tout d'abord, je crois que la meilleure façon d'évoquer notre conception de démocratie participative est de relater la concertation qui a été initiée en faveur de l'économie sociale et solidaire.

Plus de deux cents acteurs de l'économie sociale et solidaire ont été réunis dans le cadre d'un forum qui a permis de définir les grandes orientations d'une politique régionale et d'organiser des ateliers thématiques chargés de se prononcer sur le contenu d'un programme d'actions. En prenant le temps de la réflexion et du débat, on se donne les moyens de



SEANCE PLENIERE DU CONSEIL REGIONAL LE 13 DECEMBRE 2004

concevoir une politique structurante qui corresponde réellement aux attentes des acteurs de l'économie sociale et solidaire et aux besoins des territoires.

Par ailleurs, cette politique n'a pas été conçue de façon sectorielle mais au contraire en appliquant le principe de transversalité pour générer des cohérences avec les autres politiques régionales.

C'est également de cette façon que nous avons conçu notre politique environnementale.

Les actions en faveur de l'environnement ne doivent pas être cantonnées à un domaine réservé, bien au contraire, il faut autant que possible les intégrer à l'ensemble des politiques régionales et réserver à une politique environnementale les actions nouvelles qui ont besoin d'être structurées, développées avant d'être appropriées par les citoyens. C'est à ce titre que nous salvons la création de la 4D, la direction des déplacements et du développement durable, et la décision de lui confier la mise en place dès 2005 d'un Agenda 21 régional.

Avec ces deux outils et en nous appuyant sur les territoires, agglomérations, pays, et parcs, nous serons en mesure d'intégrer la politique environnementale dans toutes les autres politiques et de mieux répondre aux besoins et aux demandes des Hauts Normands.

En somme, nous revendiquons plus de cohésion territoriale, plus de démarches participatives et plus de projets en faveur de l'environnement, vecteurs de qualité de vie et de développement durable.

C'est pourquoi nous, les Verts, militons pour une approche axée sur l'anticipation et le principe de précaution, c'est cette démarche qui nous a conduit à nous opposer au projet EPR. A ce titre, Monsieur le Président, nous avons apprécié votre position sur ce dossier.

Nous nous félicitons aussi de votre opposition à la propagation des OGM qui vous a conduit à favoriser l'agriculture biologique. L'expérimentation de repas bio conduite dans quatre Lycées Haut - Normands est à ce titre exemplaire, et nous souhaitons dès que possible qu'elle puisse être étendue à l'ensemble des Lycées de notre Région. Il s'agit non seulement d'une question de santé publique mais aussi de préserver l'environnement en privilégiant une agriculture à échelle humaine.

Démocratie participative, renforcement des territoires, défense de l'environnement, principe de précaution, autant d'orientations fortes qui font ce budget 2005 un bon budget, tant sur son contenu que sur les principes qu'il défend.

Par conséquent, Monsieur le Président, le groupe des Verts approuvera le budget 2005 et vous encourage à poursuivre votre action pour faire des Conseils Régionaux des collectivités d'avenir, des lieux d'innovations et d'expérimentation qui permettent de construire une alternative écologiste et sociale.

*Pour le groupe des élus Verts au Conseil Régional
Véronique Bérégofoy*